MAGNIER-GRANDPREZ (JEAN-CHARLES), député de 1815 à 1820, né à Belval (Marne) le 16 mai 1767, mort à une date inconnue, entra dans l'administration des douanes et y remplit les fonctions d'inspecteur. Il était directeur des domaines à Strasbourg et conseiller d'arrondissement du Bas-Rhin, lorsqu'il fut élu, le 22 août 1815, député de ce département, au grand collège, avec 83 voix (161 votants, 269 inscrits). Il appartient à la minorité ministérielle. Réélu député, le 4 octobre 1816, par 70 voix (129 votants, 217 inscrits), il prit place au centre près de la gauche, et vota jusqu'en 1820 avec les « royalistes modérés ». Il fut membre de la commission du budget (novembre 1816), intervint assez fréquemment dans les débats économiques et financiers, et proposa, au sujet des impôts indirects, d'envoyer chaque année dans les départements deux ou trois administrateurs, chargés spécialement de s'assurer des « bons principes » que possèdent les employés : « car, dit-il, il faut, avant tout, être fidèle au roi et à sa dynastie légitime ». Sur les douanes, il prononça d'importants discours, demanda l'ajournement de la révision du tarif, parla contre les prohibitions, etc. Il combattit le monopole du tabac, soutint les réclamations des marchands de vin d'Alsace, fut rapporteur d'un grand nombre de pétitions relatives aux contributions indirectes, éleva la voix en faveur de l'agriculture, et fit ressortir l'avantage qu'offrirait, selon lui, l'impôt indirect sur l'impôt foncier. Magnier-Grandprez quitta la vie politique en 1820.

MAGNIEZ (ANTOINE-GUILLEMIN), membre de la Convention, né à Bertincourt (Pas-de-Calais) en 1737, date de mort inconnue, était propriétaire-cultivateur à Bertincourt avant la Révolution. Partisan des idées nouvelles, il devint, en 1790, administrateur du district de Bapaume, et fut élu, par le Pas-de-Calais, membre de la Convention, le 8 septembre 1792, le 10^e sur 11, avec 532 voix (750 votants). Lié avec le parti de la Gironde, il vota, dans le procès du roi, pour la détention pendant la guerre et le bannissement après; puis, effrayé de la marche des événements et de l'arrestation des Girondins, il donna sa démission. Arrêté lui-même le 22 juin 1793, il fut remplacé, le 1^{er} juillet, par Joseph Le Bon, 2^e suppléant du Pas-de-Calais; sa conduite fut blâmée par ses commettants. Mis en liberté par le 9 thermidor, il fut réintégré à la Convention le 10 thermidor an III; la fin de la session le fit rentrer dans ses foyers, et il ne figura plus sur la scène politique.

MAGNIEZ (EMILE), représentant du peuple en 1848, né à Vélou (Pas-de-Calais) le 3 mai 1799, mort à Itres (Somme) le 6 octobre 1865, petit-fils du précédent, propriétaire agronome à Itres, et connu pour ses opinions libérales, fut élu représentant de la Somme à l'Assemblée constituante, le 23 avril 1848, le 6^e sur 14, par 130,431 voix. Il fit partie du comité de l'agriculture et y vota en général avec la droite, pour le bannissement de la famille d'Orléans, pour les poursuites contre L. Blanc et Caussidière, contre l'abolition de la peine de mort, contre l'impôt progressif, contre l'amendement Grévy, contre la sanction de la Constitution par le peuple, pour l'ensemble de la Constitution, pour la proposition Râteau, pour l'interdiction des clubs, pour l'expédition de Rome, contre la demande de mise en accusation du président et des ministres. Non réélu à la Législative, il rentra dans la vie privée.

MAGNIEZ (VICTOR-HENRI-ÉMILE), représentant en 1871, député de 1876 à 1882 et sénateur de 1882 à 1889, né à Itres (Somme) le 9 septembre 1835, mort à Péronne (Somme) le 6 avril 1890, fils du précédent, propriétaire-cultivateur à Itres, maire de cette commune, conseiller d'arrondissement, et conseiller général de la Somme pour le canton de Comblès (1864), fut élu, le 8 février 1871, représentant de la Somme à l'Assemblée nationale, le 5^e sur 11, par 96,299 voix (123,345 votants, 167,374 inscrits). Il prit place au centre gauche, soutint la politique « républicaine conservatrice » de Thiers, et se prononça : pour la paix, contre le pouvoir constituant de l'Assemblée, pour le retour à Paris, contre la chute de Thiers au 24 mai, contre le Septennat, contre l'état de siège, contre la loi des maires, contre le ministère de Broglie, pour l'amendement Wallon, pour l'ensemble des lois constitutionnelles. Après avoir échoué comme candidat républicain aux élections sénatoriales du 30 janvier 1876 dans la Somme, avec 422 suffrages, il se porta, le 20 février, aux élections législatives dans la 2^e circonscription de Péronne, et fut élu député par 8,121 voix (13,620 votants, 16,653 inscrits), contre 3,370 à M. Jolibois fils et 1,820 à M. Cattiaux. Il reprit sa place au centre gauche et fut des 363. A ce titre, il obtint sa réélection, le 14 octobre 1877, par 8,088 voix (14,429 votants, 16,813 inscrits), contre 6,235 à M. Jolibois. M. Magniez soutint le ministère Dufaure, vota pour l'article 7, pour le retour du parlement à Paris (au Congrès), contre l'amnistie plénière, pour l'invalidation de l'élection de Blanqui, etc. Il obtint encore le renouvellement de son mandat législatif le 21 août 1881, avec 8,571 voix (13,428 votants, 16,749 inscrits), contre 4,723 à M. Jolibois; candidat sénatorial dans la Somme moins de cinq mois après, il fut élu sénateur, le 8 janvier 1882, par 304 suffrages sur 923 votants. Au Sénat comme à la Chambre, il opina avec la fraction la plus modérée du parti républicain, se prononça pour la réforme du personnel de la magistrature, pour le rétablissement du divorce, pour les crédits du Tonkin, pour la nouvelle loi militaire, et, en dernier lieu, pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (13 février 1889), pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, pour la procédure à suivre devant le Sénat contre le général Boulanger.

MAGNIN (PIERRE-JOSEPH), député de 1863 à 1870, représentant en 1871, membre du Sénat, ministre, né à Dijon (Côte-d'Or) le 1^{er} janvier 1824, fils du suivant, s'adonna à l'industrie du fer et succéda à son père comme maître de forges. Conseiller général de la Côte-d'Or en 1861, conseiller municipal de Dijon en 1865, membre de la chambre de commerce, président du tribunal de commerce, il se présenta, le 22 juin 1857, comme candidat d'opposition au Corps législatif dans la 1^{re} circonscription de la Côte-d'Or, où il échoua avec 5,615 voix, contre 22,779 au candidat officiel élu, M. Vernier, député sortant. Les élections du 4 juin 1863 ne lui furent pas plus favorables, avec 11,249 voix, contre 20,261 au député sortant réélu, M. Vernier; mais, ce dernier ayant été nommé conseiller d'Etat, les électeurs de Dijon, convoqués le 13 décembre 1863, élurent pour député M. Magnin, par 18,712 voix sur 33,988 votants et 42,378 inscrits, contre 15,214 au candidat officiel, M. Jules Saumac. M. Magnin alla

grossir le petit groupe de l'opposition, se fit une spécialité des questions de finances, et, à la session de 1865, défendit l'amendement de la gauche réclamant, en présence de l'accroissement constant des budgets, « que le gouvernement restituât à la Chambre le principe fondamental de la spécialité dans le vote des finances. » Réélu, aux élections générales du 24 mai 1869, par 23,531 voix sur 37,879 votants et 44,073 inscrits, contre 14,281 à M. Lombart, bonapartiste, M. Magnin continua de siéger dans l'opposition, qui le porta au bureau comme secrétaire. En cette qualité, il ne quitta pas le président, M. Schneider, le 4 septembre 1870, et reçut sa part des injures qui ne furent pas ménagées à ce dernier. Membre du gouvernement de la Défense nationale le lendemain, il accepta le portefeuille de l'Agriculture et du Commerce, et la charge de pourvoir à l'approvisionnement de Paris; dans ce but, il fit rentrer le plus qu'il put de céréales et de bestiaux, installa des moulins à vapeur, et, après la capitulation, à la signature de l'armistice, alla en province et parvint à ravitailler Paris. Au cours de cette mission, M. Magnin fut élu, le 8 février 1871, représentant de la Côte-d'Or à l'Assemblée nationale, le 2^e sur 8, par 63,967 voix sur 73,216 votants et 116,813 inscrits. Il remit sa démission de ministre à l'ouverture de l'Assemblée de Bordeaux (11 février), prit place à gauche et vota pour la paix, contre la pétition des évêques, contre le pouvoir constituant de l'Assemblée, pour le service militaire de trois ans, contre la démission de Thiers, contre le septennat, contre le ministère de Broglie, pour l'amendement Wallon, pour les lois constitutionnelles. Il avait été réélu conseiller général de la Côte-d'Or le 8 octobre 1871, pour le canton de St-Jean-de-Losne, et il a, depuis cette époque, présidé l'assemblée départementale qui, en août 1890, l'a chargé pour la 20^e fois de diriger ses délibérations. Le 16 décembre 1875, l'Assemblée nationale l'élut sénateur inamovible, le 63^e sur 75, par 324 voix sur 590 votants. Il devint directeur politique du *Siccle* (il était déjà membre du comité de surveillance), quand M. Jules Simon fut appelé à la présidence du conseil des ministres (janvier 1877). Au Sénat, il prit place à gauche, montra une compétence particulière dans les discussions financières, et fut nommé (29 décembre 1879) ministre des Finances dans le premier cabinet Freycinet. En cette qualité, il répondit (janvier 1880) à M. Lenglé qui réclamait la conversion de la rente, que cette opération appartenait à la seule initiative du gouvernement; déposa (juin suivant) un projet de dégrèvement des sucres; tomba avec le ministère le 22 septembre, mais reprit son portefeuille, le lendemain, dans le premier cabinet J. Ferry. En décembre il fit à la tribune un remarquable exposé de la situation financière. Accusé par M. Dréolle (mai 1881) d'avoir favorisé les gros capitalistes par les conditions de l'emprunt en 3 0/0 amortissable, il obtint le vote d'un ordre du jour de confiance à l'unanimité de 352 votants. M. Magnin quitta le ministère des Finances à la chute du cabinet, le 13 novembre 1881. Au Sénat, il soutint la politique coloniale et scolaire des ministères au pouvoir. Il a été nommé gouverneur de la Banque de France le 13 novembre 1881, et il est vice-président du Sénat depuis 1884. En dernier lieu, il s'est prononcé pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (13 février 1889), pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté illimitée de la presse, pour la

procédure à suivre devant le Sénat contre le général Boulanger.

MAGNIN-PHILIPPON (JEAN-HUGUES), représentant en 1848, né à Salins (Jura) le 19 août 1793, mort à Dijon le 28 mars 1856, appartenait à une famille d'artisans de Salins qui avait reçu droit de bourgeoisie en cette ville le 31 janvier 1636. Son père, élu commandant en second du bataillon du Jura à la Révolution, fut blessé grièvement au siège de Mayence et revint mourir à Salins en 1793. La « municipalité citoyenne » envoya une délégation à ses obsèques (15 avril) en « reconnaissance, écrivit-elle à sa veuve, du dévouement de votre défunt pour la défense de la patrie ». Orphelin en naissant, Jean-Hugues Magnin, grâce à l'aide généreuse d'un oncle, fit de brillantes études au collège de Jully, entra dans l'industrie et devint maître de forges. Il se signala par un ensemble de mesures libérales; c'est ainsi qu'en 1845 il éleva spontanément de 0,50 c. par jour le salaire de ses ouvriers. De 1829 à 1852, il fit partie du tribunal de commerce de Dijon comme juge-suppléant, juge et président. En 1830, il fut élu membre du conseil municipal de Dijon, où il siégea jusqu'en 1848, et de nouveau en 1850 et 1851 jusqu'au 2 décembre. En 1842, le canton ouest de Dijon le choisit pour le représenter au conseil général; il y resta jusqu'en 1848. Candidat libéral à la députation, le 1^{er} août 1846, dans le 1^{er} collège de la Côte-d'Or (Dijon), il échoua au 3^e tour de scrutin, à un petit nombre de voix, 295, contre 366 au député sortant, M. Saunac, réélu. Après la révolution de février, dont il se déclara partisan, M. Magnin-Philippin fut envoyé par le département de la Côte-d'Or, le 23 avril, comme représentant du peuple à l'Assemblée constituante, le 5^e sur 10, par 57,271 suffrages. Il siégea à gauche, fit partie du comité des finances, et vota contre le rétablissement du cautionnement, contre les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière, contre le rétablissement de la contrainte par corps, pour l'amendement Grévy, contre l'abolition du remplacement militaire, pour la suppression de l'impôt du sel, pour l'amnistie, contre l'interdiction des clubs, contre les crédits de l'expédition romaine, pour la demande de mise en accusation du président et de ses ministres, etc. Il fut le promoteur de la proposition qui ne devait aboutir qu'en 1889, tendant à faire rentrer en France les cendres de Lazare Carnot. Il échoua aux élections pour l'Assemblée législative. Après le coup d'Etat, il refusa le serment comme président du tribunal de commerce de Dijon, et fut révoqué des fonctions d'administrateur du bureau de bienfaisance, qu'il remplissait avec dévouement depuis 1830. Il rentra dans la vie privée, tout en continuant de faire une vive opposition à l'Empire.

MAGNONCOUR (CÉSAIRE-EMMANUEL-FLAVIEN HENRIONSTAAL, BARON DE), député de 1834 à 1842, de 1844 à 1846 et pair de France, né à Dôle (Jura) le 24 décembre 1800, mort à Paris le 29 décembre 1875, « fils de François-Gabriel Henrion-staal, propriétaire demeurant à Dôle, et d'Alexandrine-Désirée-Melchiorine Froissard, » suivit la carrière des armes, servit aux gardes du corps du roi sous la Restauration et donna sa démission vers 1830. Maire de Besançon après les événements de juillet, grand propriétaire, agriculteur distingué, il fut successivement élu député du 1^{er} collège électoral du

Donbs (Besançon), le 21 juin 1834, par 130 voix (247 votants, 297 inscrits), contre 52 à M. Gréa, député sortant; le 4 novembre 1837, par 185 voix (292 votants, 359 inscrits); le 2 mars 1839, par 190 voix (312 votants). Il siégea au centre droit, fut l'un des 213, déposa une proposition tendant à supprimer ou à améliorer la vaine pâture (rejetée), et vota pour la dotation du duc de Nemours, pour les fortifications de Paris, pour le recensement, contre les incompatibilités, contre l'adjonction des capacités. De 1842 à 1844, M. de Magnoucour se tint éloigné des affaires publiques; mais, réélu député de Besançon, le 20 juillet 1844, en remplacement de M. Maurice décédé, par 175 voix (325 votants), contre 148 à M. Convers, il fut nommé pair de France le 21 juillet 1846, et reentra dans la vie privée à la révolution de 1848.

MAHUL (JACQUES-ALPHONSE), député de 1831 à 1834, et de 1846 à 1848, né à Carcassonne (Aude) le 31 juillet 1795, mort au château de Villardonnell (Aude) le 25 août 1871, fut élevé au lycée de Toulouse, étudia le droit et vint de bonne heure se fixer à Paris, où il entra, avec son compatriote et ami Barthe, dans la charbonnerie, et fut même enfermé quelque temps à la Force par suite d'une dénonciation. Il contribua à la propagande libérale par un certain nombre de brochures : *Notices sur les erreurs des Dictionnaires historiques* (1818); le *Curé de village* (1819), etc., et devint en même temps un des plus actifs rédacteurs de la *Revue encyclopédique* (1819), des *Tablettes universelles* (1820-1824) et du *Temps*. Il avait entrepris, sous le titre d'*Annuaire nécrologique* (1820-1827), une publication biographique rédigée avec beaucoup de soin, lorsqu'il l'interrompit pour s'adonner entièrement aux affaires publiques. Élu, le 5 juillet 1831, député du 2^e collège de l'Aude (Carcassonne) par 219 voix sur 302 votants et 428 inscrits, contre 75 à M. Fargues, il prit place, à la Chambre, parmi les partisans les plus résolus de la politique de Casimir Périer; dans la séance du 12 novembre 1831, il émit cette opinion : « Que les fonctionnaires d'ordre politique étaient la chair de la chair et les os des os du ministère. » Il s'associa, par ses votes, à toutes les mesures de répression et approuva notamment l'état de siège de 1832. Ayant échoué, le 21 juin 1834, dans le 1^{er} collège de l'Aude, avec 86 voix contre 138 au député sortant, réélu, M. Teissère, il se présenta, sans plus de succès, le 10 janvier 1835, dans le 5^e collège du même département (Narbonne) pour remplacer François Arago, optant pour Perpignan : il n'obtint que 188 voix contre 300 à M. Espéronnier élu. M. Mahul entra alors comme maître des requêtes au conseil d'Etat, et fut nommé, l'année suivante, préfet de la Haute-Loire, d'où il passa à la préfecture de Vaucluse. Il administrait le département de la Haute-Garonne, lorsqu'au mois de juillet 1841, à l'occasion du recensement, éclatèrent les troubles de Toulouse; après avoir essayé vainement des moyens de répression, M. Mahul, sur l'avis unanime des fonctionnaires supérieurs de l'ordre civil et militaire, dut se retirer précipitamment pour éviter une collision imminente entre la garde nationale et l'armée. Il fut alors révoqué pour avoir abandonné son poste. Réélu député de Carcassonne, le 1^{er} août 1846, par 230 voix (455 votants, 530 inscrits), contre 123 au général Rambaud et 102 à M. Fargues, il soutint jusqu'au bout la politique ministérielle et gouvernementale. On lit, à ce sujet, dans la *Bio-*

graphie satirique des députés (1847) : « M. Mahul, l'os des os et la chair de la chair de sir Guizot, est très connu par sa fuite précipitée en 1841. Il parodia à Toulouse le mot célèbre : C'est l'instant de nous montrer, cachons-nous ! » La révolution de février 1848 le rendit définitivement à la vie privée. On a encore de lui : *Tableau de la constitution politique de la monarchie française* (1838); *Explication de M. Mahul, ex-préfet de la Haute-Garonne, sur les derniers événements de Toulouse* (1841); *Considérations sur l'économie et la pratique de l'agriculture* (1846); *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse et de l'arrondissement administratif de Carcassonne* (1857-1862), et une traduction des *Œuvres de Mérovée*, qui fait partie de la *Collection des auteurs latins* de M. Nisard.

MAHY (FRANÇOIS-CÉSARE DE), représentant en 1871, député de 1876 à 1889 et ministre, né à Saint-Pierre (île de la Réunion) le 22 juillet 1830, étudia la médecine en France et, reçu docteur, retourna à la Réunion pour y exercer sa profession. Sous l'Empire il collabora au *Courrier de Saint-Pierre*, et se distingua par ses opinions libérales et par son ardeur à réclamer le droit commun pour la colonie. Il accueillit avec joie la révolution du 4 septembre 1870, et, les électeurs des colonies ayant été convoqués dès la fin même de l'année par le gouvernement de la Défense pour l'élection de la future Assemblée nationale, M. de Mahy fut élu, dès le 25 novembre, le 2^e et dernier, représentant de l'île de la Réunion, par 12,109 voix (14,218 votants, 31,650 inscrits). Ce scrutin fut considéré comme valable pour l'Assemblée issue du scrutin du 8 février 1871, et M. de Mahy y siégea dans les rangs de la gauche modérée. Il vota contre la paix, contre l'abrogation des lois d'exil, contre la pétition des évêques, pour le service militaire de trois ans, contre le pouvoir constituant, pour le gouvernement de Thiers, contre sa chute au 24 mai 1873, contre le septennat, contre l'état de siège, contre la loi des maires, contre le ministère de Broglie, pour les amendements Wallon et Pascal Duprat, et pour l'ensemble des lois constitutionnelles. Plusieurs fois désigné, pendant les vacances de l'Assemblée, pour siéger dans la commission de permanence, il fut un des membres les plus actifs de cette commission, où il signala, avec un zèle particulier, comme hostiles aux institutions républicaines, les actes de certains fonctionnaires. A l'Assemblée, il intervint dans un assez grand nombre de questions budgétaires et coloniales, dans le débat sur le régime des sucres, etc. Réélu député de l'île de la Réunion, le 9 avril 1876, sans concurrent, par 11,095 voix (11,179 votants, 34,269 inscrits), il appartint à la majorité des 363 et lutta contre le gouvernement du Seize-Mai. Après la dissolution de la Chambre, il obtint sa réélection, le 18 novembre 1877, avec 10,899 voix (12,828 votants, 34,237 inscrits), contre 1,894 à M. Cornil. Il reprit alors sa place à gauche, soutint le ministère Dufaure et les cabinets républicains qui suivirent, et fut choisi pour questeur (1878) après la mort du colonel Denfert-Rochereau. Réélu député, le 25 novembre 1881, dans le 2^e collège de l'île de la Réunion (en vertu d'une modification des circonscriptions de la colonie), par 5,944 voix, sur 8,792 votants et 20,364 inscrits, contre 2,751 à M. l'abbé Legall, il suivit la même ligne politique que précédemment, et entra, le 30 janvier 1882, dans le ministère présidé par M. de

Freycinet, avec le portefeuille de l'Agriculture. Il fut maintenu à ce poste dans les cabinets Duclerc et Fallières, c'est-à-dire sans interruption jusqu'au 20 février 1883: il représenta au pouvoir les théories protectionnistes. Démentionnaire avec ses collègues, sur la question de l'expulsion des princes, M. de Mahy reprit sa place à gauche, et fut mêlé à plusieurs discussions relatives à l'Agriculture et aux questions maritimes et coloniales. En juillet 1885, il présida la commission des crédits pour Madagascar, et défendit cette expédition contre les critiques de l'extrême-gauche. Candidat républicain aux élections du 11 octobre 1885, il fut réélu député de la Réunion, le 1^{er} sur 2, au second tour de scrutin, par 9,703 voix, sur 12,693 votants, contre Mgr Fava, évêque de Grenoble, qui avait habité vingt ans la colonie, et M. de Villele, petit-fils du ministre de la Restauration. Il reprit sa place à gauche, fut nommé questeur, critiqua (février 1886) comme insuffisant le traité conclu le 17 décembre 1885 avec la reine de Madagascar, présida (juin 1887) la commission de la loi militaire en remplacement de M. Laisant démissionnaire, et fut appelé dans le cabinet Tirard, premier ministre constitué par M. Carnot lors de son élection à la présidence de la République, à prendre le portefeuille de la Marine et des Colonies (12 décembre 1887). Mais il s'en démit peu après (janvier 1888), ne voulant pas accepter un sous-secrétaire d'Etat aux Colonies. En octobre, à la suite d'un dissentiment entre le bureau de la Chambre et le syndicat des journalistes parisiens, le bureau ayant donné sa démission, M. de Mahy fut élu vice-président de la Chambre en remplacement de M. Anatole de la Forge; il a été, depuis, maintenu dans ces fonctions, à l'élection du bureau du 8 janvier 1889. Dans la dernière session, M. de Mahy a été rapporteur de la commission des travaux pour la défense des côtes, s'est prononcé pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), s'est abstenu sur l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, et a voté pour les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, pour les poursuites contre le général Boulanger.

MAICHAIN (FRANÇOIS-PHILIPPE-DÉSIRÉ), député de 1846 à 1848, représentant en 1848, né au château de Cenon, près Saint-Pompain (Deux-Sèvres) le 25 décembre 1810, mort à Niort (Deux-Sèvres), le 10 août 1857, fit ses études à Paris. Il prit part, avec d'autres étudiants, à la révolution de 1830 et refusa la croix de juillet. Elève chirurgien au Val-de-Grâce, il passa, en 1831, à l'hôpital militaire de Strasbourg, fut attaché, deux ans après, à l'hôpital militaire du Gros-Caillon, et fut envoyé presque aussitôt, comme sous-aide-major, dans les Pyrénées-Orientales. Docteur en juin 1835, il venait d'occuper le poste d'aide-major à l'hôpital militaire de Lyon, quand la mort de son père lui fit donner sa démission (25 mars 1836). De retour dans son département, il fit de la médecine gratuite, et manifesta des opinions libérales. Le 1^{er} août 1846, les électeurs du 1^{er} collège des Deux-Sèvres (Niort) l'envoyèrent siéger à la Chambre, comme candidat d'opposition, par 382 voix sur 725 votants et 822 inscrits, contre 339 à M. Ferdinand David. Il prit place à l'extrême-gauche, vota contre le ministère Guizot, assista, avec Dupont de

l'Éure, au banquet réformiste du 12^e arrondissement, et, à la révolution de février, fut envoyé comme commissaire de la République dans son département. Élu, le 23 avril suivant, représentant des Deux-Sèvres à l'Assemblée nationale, le 1^{er} sur 8, par 59,726 voix sur 78,335 votants, il siégea à gauche, fit partie du comité de l'Administration, et vota pour le banissement de la famille d'Orléans, contre le rétablissement du cautionnement, contre les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière, pour l'abolition de la peine de mort, contre l'impôt progressif, pour l'amendement Grévy, pour la suppression de l'impôt du sel, contre la proposition Râteau, contre le renvoi des accusés du 15 mai devant la Haute Cour, contre l'interdiction des clubs, pour l'amnistie des transportés, pour le blâme de la dépêche Léon Faucher. L'état de sa santé ne lui permit pas de se représenter à l'Assemblée législative; il se retira à la campagne, aux environs de Niort, où il mourut, à 47 ans.

MAIGNE (JULIEN-LOUIS), représentant en 1849, député de 1876 à 1885, né à Brioude (Haute-Loire) le 25 août 1816, professeur à Paris avant la révolution de 1848, prit part aux journées de février et fut envoyé par le gouvernement provisoire comme sous-commissaire de la République à Brioude. Après les journées de juin, il revint à Paris, fut un des membres les plus actifs du comité démocratique-socialiste des Ecoles, et collabora assidûment au journal révolutionnaire le *Défenseur du Peuple*. Il se signala aussi par plusieurs discours ardents prononcés dans des banquets démocratiques. Élu, le 13 mai 1849, représentant de la Haute-Loire à l'Assemblée législative, le 5^e sur 6, par 23,078 voix (43,874 votants, 77,111 inscrits), il siégea à la Montagne, appuya l'interpellation Ledru-Rollin sur l'expédition de Rome, signa les manifestes qui aboutirent à l'affaire du 13 juin, se rendit ce jour-là au Conservatoire des Arts et Métiers, fut poursuivi, arrêté, et condamné par la Haute Cour de Versailles à la déportation, qu'il subit à Doullens, puis à Belle-Isle et en Corse. Déclaré déchu de son mandat le 8 février 1859, il fut remplacé, le 10 mars suivant, par son frère, M. François Maigne (*V. plus bas*). M. J. Maigne, compris dans l'amnistie du 15 août 1859, se retira à Genève, et ne prit, jusqu'à la fin de l'Empire, aucune part aux affaires publiques. Candidat à l'Assemblée nationale dans la Haute-Loire, le 8 février 1871, il y réunit, sans être élu, 13,904 voix (48,379 votants). Membre du conseil général de la Haute-Loire pour le canton d'Auzon, il rentra dans la vie parlementaire le 20 février 1876, comme député de l'arrondissement de Brioude, élu par 13,049 voix (16,869 votants, 22,346 inscrits). Il alla siéger à l'extrême-gauche, vota pour l'amnistie plénière proposée par Louis Blanc, fit partie de plusieurs commissions, fut le rapporteur de la proposition relative à l'abrogation de la loi de 1814 sur le travail du dimanche, et vota avec les 363. Réélu, le 14 octobre 1877, député de Brioude, par 12,229 voix (17,947 votants, 22,929 inscrits), contre 5,600 à M. de Flahac, ancien représentant et candidat officiel du gouvernement du Seize-Mai, il reprit sa place à l'extrême-gauche, dans les rangs des radicaux intransigeants, obtint de la Chambre nouvelle (1^{er} décembre 1879) l'abrogation de la loi sur le repos du dimanche, et se prononça pour l'amnistie pleine et entière, pour la séparation

de l'Église et de l'État, pour la liberté absolue de réunion, d'association et de presse, fit voter (mai 1889) un amendement exemptant les réunions électorales de la présence d'un délégué de l'administration, etc. M. J. Maigne obtint encore le renouvellement de son mandat, le 21 août 1881, par 13,271 voix (13,763 votants, 23,211 inscrits). Adversaire de la politique opportuniste, il vota contre les ministères Gambetta et J. Ferry, pour l'abrogation du Concordat, contre les crédits de l'expédition du Tonkin, etc., et ne se représenta pas aux élections générales de 1885.

MAIGNE (FRANÇOIS), représentant en 1850-51, né à Brioude (Haute-Loire) le 5 mai 1814, frère aîné du précédent, étudia la médecine et fut reçu docteur en 1838. Il s'établit à Blesle (Haute-Loire), manifesta, comme son frère Julien, des opinions nettement démocratiques, et, après la condamnation de celui-ci par la haute cour pour l'affaire du 13 juin 1849, fut élu, à sa place, représentant de la Haute-Loire à l'Assemblée législative, par 27,726 voix (49,297 votants, 75,780 inscrits), contre 21,305 à M. de Lagrevol. M. Fr. Maigne siégea à la Montagne, vota constamment avec la minorité républicaine, et protesta contre le coup d'État du 2 décembre 1851. Eloigné de France peu de temps après, il passa en Belgique. Depuis 1870, M. François Maigne, de retour à Blesle, a été nommé conseiller général de la Haute-Loire pour ce canton.

MAIGNEN (FRANÇOIS-ANNE-RENÉ-MARIE LE), député au Conseil des Cinq-Cents, né à Avranches (Manche) le 30 juillet 1752, mort à Avranches le 9 avril 1836, « fils de René-Marie Le Maignen et de dame Louise-Alexandrine Mury », occupa les fonctions de régisseur ou procureur du comté de Mortain le 24 mars 1778, puis des domaines de Carentan et de Saint-Lô le 22 décembre suivant, et devint, en septembre 1787, syndic de la noblesse au bureau intermédiaire de Carentan. Partisan de la Révolution, il fut nommé maire de Carentan en janvier 1790, administrateur du département de la Manche en juillet de la même année, et procureur-syndic de Carentan au mois de février 1791. Arrêté comme noble en septembre 1793, il passa devant le tribunal révolutionnaire, fut incarcéré à Sainte-Pélagie, et ne recouvra sa liberté qu'après la chute de Robespierre. Nommé, en 1795, receveur du district de Carentan, il fut élu député de la Manche au Conseil des Cinq-Cents, le 25 vendémiaire an IV, par 256 voix (455 votants); il n'y prit la parole que pour faire suspendre l'aliénation des biens nationaux employés au service militaire. Rallié au 18 brumaire, il fut nommé sous-préfet de Valognes le 21 germinal an VIII, et conserva ces fonctions jusqu'au 23 novembre 1815. Le 28 septembre de cette dernière année, il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

MAIGNET (ETIENNE-CHRYSOSTOME), député en 1791, membre de la Convention, représentant à la Chambre de Cent-Jours, né à Ambert (Puy-de-Dôme) le 9 juillet 1758, mort à Ambert le 28 octobre 1834, « fils d'Etienne Maignet, notaire royal de cette ville, et de demoiselle Anne Serindat, » étudia la jurisprudence et fut reçu avocat au parlement de Paris en 1782. La Révolution, dont il adopta avec ardeur les principes, le jeta dans la politique. Membre de l'administration centrale du Puy-de-Dôme

(1790), il fut, le 6 septembre 1791, élu, par ce département, député à l'Assemblée législative, le 1^{er} sur 12, avec 519 voix (617 votants). Maignet siégea à gauche et ne prit la parole qu'en qualité de rapporteur du comité des secours, dont il était un des membres les plus actifs. Réélu député du Puy-de-Dôme à la Convention, le 6 septembre 1792, le 3^e sur 12, « à la pluralité des voix sur 692 votants », il y vota « la mort » dans le procès du roi, en rejetant l'appel au peuple et le sursis. Envoyé, en avril 1793, près de l'armée de la Moselle, il en surveilla les approvisionnements. Puis, de retour à Paris, il reçut une nouvelle mission, celle de réchauffer le zèle révolutionnaire de ses compatriotes, et de faire mettre à exécution une levée extraordinaire, destinée au siège de Lyon. Dans le Puy-de-Dôme, il prit un arrêté ordonnant aux « ci-devant prêtres qui ont été appelés dans ce département pour y remplir les fonctions du ci-devant culte catholique, de se retirer dans leurs départements respectifs » (26 novembre 1793). Il se rendit ensuite à Lyon, y tint une conduite mesurée qui lui valut, ainsi qu'à Couthon, les dénonciations de Javogues, dénonciations retractées d'ailleurs peu après par ce représentant. Maignet conserva la confiance du gouvernement révolutionnaire, et fut envoyé encore dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, en proie à la guerre civile. Ses actes en Provence soulevèrent plus tard contre lui de graves accusations, bien qu'à son arrivée à Marseille, et sans attendre les ordres du comité de sûreté générale, il eût rendu à la liberté un grand nombre de suspects. Un de ses arrêtés (9 germinal an II) portait : « Considérant que l'homme en paraissant sur la terre y vient sans préjugés, et, qu'en la quittant il ne doit laisser aucune trace de ceux qui ont pu l'assiéger pendant sa vie, ordonne d'enlever de : cimetières tous tableaux, peintures ou inscriptions capables d'alimenter le fanatisme, et d'inscrire ces seuls mots sur la porte d'entrée : *Silence, ils reposent!* » A Avignon, il changea les administrateurs, et les remplaça lui-même, sous prétexte qu'un « affreux modérantisme paralysait les mesures les plus révolutionnaires » (4 floréal an II). Mais, il eut à lutter contre le fameux Jourdan Coupe-Tête et Rovère, protecteurs ou membres d'une association composée de plus de 500 personnes et dont le but était de se faire adjudger les propriétés nationales à vil prix, au moyen d'une coalition des influences locales et de certaines notabilités. Maignet dénonça ce honteux trafic, dans un mémoire qu'il adressa au comité de salut public, ce qui lui valut, après le 9 thermidor, d'être persécuté par Rovère, devenu un des plus violents soutiens de la réaction. Le bourg de Bedouin ayant été signalé à Maignet comme le foyer de l'agitation et des insurrections antirépublicaines, Maignet, sollicité de recourir à des moyens extrêmes, ne voulut rien prendre sur lui, bien que ses pouvoirs fussent illimités : il soumit l'état des choses au comité de salut public qui répondit par un ordre d'extermination. Maignet, dépositaire des instructions du comité, voulut encore, écrit un biographe, essayer d'en éviter l'effroyable exécution. Il fit faire des sommations aux habitants de Bedouin, les invita à la soumission et à la paix, au nom de leur propre intérêt, et leur déclara que s'ils continuaient de se montrer hostiles à la République, leur village aurait cessé d'exister. Ces exhortations ayant été inutiles, il leur annonça que les vengeances de la République allaient éclater sur

l'asile de ses irréconciliables ennemis, et il leur donna néanmoins le temps de se dérober eux-mêmes, avec leur mobilier, aux coups de la foudre révolutionnaire. Six ou sept maisons devinrent la proie des flammes; le reste du village fut préservé par les soins même du chef militaire chargé de cette affreuse expédition. Après la chute de Robespierre, Rivère dirigea contre Maignet des attaques incessantes et parvint à le faire décréter d'accusation, le 15 germinal an III. L'amnistie de brumaire an IV rendit Maignet à la liberté; il retourna dans son pays natal et y exerça la profession d'avocat. Estimé de ses concitoyens, il reçut d'eux, en l'an VI, une offre de candidature, qu'il crut devoir décliner. Il fut alors nommé haut juré, puis maire de la ville d'Ambert. Le 15 mai 1815, cet arrondissement, par 66 voix sur 87 votants, 131 inscrits, l'envoya siéger à la Chambre des représentants. Mais bientôt la loi de 1816 l'obligea à quitter la France. Percus d'un bras, rongé par la goutte, presque aveugle, il se réfugia en Belgique. En 1818, sa fille aimée, Julie, adressa au roi un recours en grâce, qui fut apostillé par tous les ecclésiastiques de la ville et du canton d'Ambert, ce dont le ministre de la police exprima son grand étonnement à l'évêque de Clermont. Maignet ne revint à Ambert qu'après la révolution de 1830, et y mourut accablé d'infirmités et dans un état voisin de la misère.

MAIGNIEN (FRANÇOIS), député en 1791, membre de la Convention, député au Conseil des Anciens, né à Vougezac (Charente) le 12 mai 1754, mort à Paris le 27 mai 1797, fut receveur des domaines du district de la Châtaigneraye (Vendée), et devint, à la Révolution, membre de l'administration de ce district. Élu, le 3 septembre 1791, député de la Vendée à l'Assemblée législative, le 3^e sur 9, par 159 voix (274 votants), il siégea dans la majorité réformatrice. Le 4 septembre 1792, le même département l'envoya à la Convention, le 4^e sur 9, avec 201 voix (343 votants). Maignien vota « pour la mort » dans le procès de Louis XVI, et fut envoyé, en l'an III, à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Il s'y fit peu remarquer, revint à Paris, et, après la session conventionnelle, fut élu député de la Vendée au Conseil des Anciens, le 21 vendémiaire an IV, par 65 voix sur 98 votants. Il obtint le renouvellement de ce mandat le 22 germinal an V, avec 94 voix sur 109 votants, et mourut peu de temps après.

MAIGNOL (JACQUES), député de 1833 à 1839, né à Artonne (Puy-de-Dôme) le 20 août 1780, mort à Artonne le 6 février 1858, fit sa carrière dans la magistrature. Il était conseiller à la cour royale de Riom, lorsqu'il fut successivement élu député du 3^e collège du Puy-de-Dôme (Riom), le 8 juin 1833, par 111 voix (208 votants, 299 inscrits), contre 56 à M. Chabrol de Volvic, et 32 à M. Molin, en remplacement de M. Baudet-Lafarge, démissionnaire; le 21 juin 1834, par 125 voix (235 votants, 303 inscrits), contre 80 à M. Chabrol de Volvic; le 4 novembre 1837, par 126 voix (241 votants, 290 inscrits), contre 109 à M. Chabrol de Volvic. M. Maignol siégea au centre gauche, combattit la politique ministérielle, vota *contre* les lois de septembre, d'apanage et de disjonction, *contre* l'adresse de 1839, et obtint le surnom d'« incorruptible » pour l'énergie avec laquelle il résista aux avances dont il fut l'objet de la part des ministres. Aussi le gouvernement mit-il tout en

œuvre pour lui faire échec; il y réussit. M. Maignol échoua successivement dans le même collège, le 2 mars 1839, avec 126 voix contre 132 à l'élu, M. Chabrol de Volvic; le 9 juillet 1842, avec 123 voix contre 136 au député sortant, M. Chabrol, et le 8 juin 1843, dans l'élection partielle destinée à pourvoir au remplacement de M. Chabrol de Volvic décédé, avec 129 voix contre 143 à l'élu, M. Pons. A partir de ce moment, M. Maignol se retira de la vie politique.

MAIGRE (ANDRÉ), représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Nîmes (Gard) le 27 juillet 1779, mort à une date inconnue, était négociant à Nîmes. Élu, le 7 mai 1815, représentant du commerce à la Chambre des Cent-Jours, par le grand collège du Gard, avec 49 voix (65 votants), il rentra dans la vie privée après cette courte législature.

MAILHE (JEAN-BAPTISTE), député en 1791, membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Toulouse (Haute-Garonne) en 1754, mort à Paris le 1^{er} juin 1831, était homme de loi dans sa ville natale lors de la Révolution. Procureur général syndic de la Haute-Garonne en 1790, il fut élu, le 4 septembre 1791, député de ce département à l'Assemblée législative, le 1^{er} sur 12, par 347 voix (475 votants). Il fit partie du comité diplomatique, présenta un rapport en faveur des soldats de Châteauneuf; appuya le décret d'accusation contre les ministres Bertrand de Mollville et de Lessart; opina pour qu'il fût demandé positivement à l'empereur s'il entendait rester ami et allié de la France; vota ensuite pour la déclaration de guerre à François II; réclama la suppression sans indemnité des droits féodaux, le licenciement de la garde constitutionnelle du roi, l'organisation d'un corps de douze cents *tyrannicides*; fit rendre un décret qui conservait aux habitants des campagnes la propriété des bois communaux, et proposa que l'émigration fût ajoutée au nombre des causes de divorce. Son ardeur révolutionnaire parut s'atténuer à la Convention, où la Haute-Garonne le renvoya, le 5 septembre 1792, le 1^{er} sur 12, avec 629 voix (688 votants). Membre du comité de législation, il fut chargé du rapport sur la mise en accusation de Louis XVI (7 novembre 1792). Examinant d'abord la question de savoir si le roi pouvait être mis en jugement, il prononça l'affirmative, et déclara insoutenable le dogme de l'inviolabilité constitutionnelle, par ce motif que Louis XVI ne pouvait avoir de juges plus impartiaux, plus désintéressés que les membres de la Convention. Ses conclusions furent que « Louis peut être jugé, qu'il le sera par la Convention, que des commissaires pris dans son sein feront un rapport énonciatif des délits dont Louis XVI sera prévenu, que cet acte sera imprimé et que les originaux des pièces à charge lui seront communiqués; que la Convention fixera le jour où Louis paraîtra devant elle; que Louis XVI présentera, par lui ou par ses conseils, sa défense écrite ou verbale; enfin que le jugement sera porté par appel nominal. » Mailhe ajoutait : « Vous aurez aussi à balancer les destinées du fils de Louis avec l'intérêt de la République. » Il insista pour que la Convention procédât dans cette affaire avec solennité et sans précipitation. Lorsque Louis XVI fut amené, le 11 décembre 1792, à la barre de la Convention, Mailhe, l'un des secrétaires, lut l'acte énonciatif des faits qui constituaient l'accu-

ensation. Puis, par suite du roulement qui s'opéra entre les départements pour procéder aux appels nominatifs, ayant été appelé le premier à voter dans le procès, Mailhe s'exprima ainsi sur la question de la peine à infliger à Louis XVI : « Par une conséquence qui me paraît naturelle, par une conséquence de l'opinion que j'ai déjà émise sur la première question, je vote pour la mort. Je ferai une simple observation. Si la mort a la majorité, je crois qu'il serait digne de la Convention nationale d'examiner s'il ne serait pas utile de retarder le moment de l'exécution. Je reviens à la question, et je vote pour la mort. »

Vingt-six seulement de ses collègues se rattachèrent à cette opinion.

L'appel nominal terminé, Garrau, député de la Gironde, demanda que Mailhe expliquât lui-même un vœu qui paraissait devoir être suivi par plusieurs membres, et dont il importait de connaître la nature. A quoi Mailhe répondit par cette déclaration : « Citoyens, chers et respectables collègues, au point où en sont les choses, il ne m'est possible que de répéter le vœu que j'ai émis hier ; je le répéterai donc sans en changer, non pas un mot, mais une seule lettre. Je prie les citoyens qui m'ont entendu d'attester ce que je vais répéter et ce que j'ai prononcé hier. » Et il répéta textuellement son vote de la veille. La Convention jugeant que Mailhe avait abandonné cette réserve, en se bornant à répéter son vote et en esquivant l'explication qu'on lui demandait, comprit les votants de cette catégorie au nombre des votants pour la mort sans condition. Au 3^e appel nominal, Mailhe cependant vota pour le sursis. En avril 1793, il remplit une mission temporaire dans la Haute-Garonne. Après les événements du 31 mai, il garda le silence jusqu'au 9 thermidor. Alors il se signala parmi les partisans de la réaction, s'éleva contre les « terroristes », en même temps que contre ceux qui méditaient le rétablissement de la royauté, et, envoyé en mission à Dijon, il y poursuivit les restes du parti jacobin. Le 11 juillet 1795, il dénonça les manœuvres de royalistes, mais, fidèle à sa politique de bascule, il fit décréter, le 23 août, la dissolution des sociétés populaires, qu'il disait influencées tout à tour par les royalistes et les anarchistes. Devenu, le 23 vendémiaire an IV, député au Conseil des Cinq-Cents, élu par neuf départements, il prononça, en mars 1796, un nouveau discours sur la nécessité d'ancrer les sociétés populaires, et essaya de faire comprendre dans la même mesure les réunions religieuses. La même année, il fit un rapport sur les ordres monastiques existant dans les Pays-Bas, et combattit vivement, le 31 octobre, un message du Directoire, qui demandait qu'on limitât la liberté de la presse. Deux jours après, il parla en faveur des parents des émigrés et s'étonna qu'on pût donner des fonctions publiques à des terroristes, « dont les mains, disait-il, étaient pleines de sang », tandis qu'on en écartait des parents d'émigrés contre lesquels on n'avait à opposer que des préventions. Mailhe cessa de faire partie du Conseil le 1^{er} prairial an V. Il rédigeait alors un journal, *l'Ami de la Constitution*, qui semblait s'être donné la tâche d'aplanir les voies au rétablissement de la monarchie. Compris en raison de ces tendances dans la proscription du 18 fructidor an V, il fut transporté à l'île d'Oléron, où il resta environ un an. Mais le gouvernement consulaire le rappela, pour le nommer secrétaire général des Hautes-Pyrénées (floréal an VIII). Il refusa

cet emploi, revint à Paris et fut nommé avoué (avocat) au tribunal de cassation, fonctions qu'il exerça jusqu'au 9 février 1815. En avril 1814, il avait envoyé une adresse au Sénat pour le féliciter d'avoir prononcé la déchéance de Napoléon. La loi de 1816 contre les régicides l'obligea à quitter la France. Il se retira à Bruxelles, puis à Liège, où sa femme et ses enfants vinrent le rejoindre en 1818, et où il se fit avocat consultant. De retour en France après la révolution de juillet, Mailhe mourut à Paris (1834), étranger aux affaires publiques.

MAILHO (JEAN-PIERRE), député en 1791, né à Castelnau (Hautes-Pyrénées) le 5 janvier 1757, mort à une date inconnue, était homme de loi à Castelnau. Administrateur des Hautes-Pyrénées, puis juge de paix, il fut élu, le 3 septembre 1791, député des Hautes-Pyrénées à l'Assemblée législative, le 6^e et dernier, par 103 voix (187 votants). Il siégea obscurément dans la majorité.

MAILLARD (CHARLES-JEAN-FIRMIN), pair de France, sénateur du second Empire, né à Paris le 2 avril 1774, mort à Paris le 16 janvier 1854, fit ses études au collège d'Harcourt, entra à l'École polytechnique et en sortit dans les ponts et chaussées. Mais il préféra bientôt la carrière administrative et fut nommé, en 1802, sous-préfet à la Louisiane. La cession de cette colonie aux États-Unis l'empêcha d'occuper ce poste, et, l'année suivante, il fut appelé à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. Membre du conseil d'Etat en 1809, il fut chargé, en 1810, de recueillir les éléments de la législation des *Polders*, lorsque, par suite de la démission du roi Louis, le royaume de Hollande fut réuni à l'empire français. Maître des requêtes au conseil d'Etat en 1811, et directeur général des *Polders*, il fit adopter les décrets qui en réglent encore aujourd'hui, en bien des points, l'organisation. Il dut abandonner cette direction aux traités de 1814, tout en conservant ses fonctions de maître des requêtes. Conseiller d'Etat en 1825, président du comité de l'intérieur en 1833, il fut nommé pair de France le 7 mars 1839. Les changements de gouvernement n'entravèrent point sa carrière, car, admis à la retraite le 26 décembre 1851, il fut appelé par l'empereur Napoléon III au nouveau Sénat, le 31 décembre 1852. M. Maillard mourut un an après.

MAILLARD (PIERRE-MARIE-GUILLEAUME), député de 1845 à 1849, né à Brive (Corrèze) le 22 août 1823, étudia le droit et se fit inscrire comme avocat, en 1847, au barreau de Paris. D'opinions radicales, il applaudit à la révolution de février 1848, s'attacha à Ledru-Rollin, dont il fut un des secrétaires au ministère de l'Intérieur, et prit une part active aux tentatives de résistance qui eurent lieu à Paris contre le coup d'Etat du 2 décembre. Appartenant sous l'Empire à l'opposition démocratique, il fut impliqué dans le complot de Marseille en 1852 et arrêté après l'attentat d'Orsini. Il plaida dans un grand nombre de procès politiques, notamment dans les affaires de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique. En 1871, il défendit devant les conseils de guerre plusieurs condamnés de la Commune. Après s'être présenté sans succès, comme candidat républicain radical, aux élections législatives du 20 février 1876, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, contre M. Tirard, il se fit élire conseiller municipal de cette ville pour le quartier de Gre-

nelle en 1878; le même quartier le renomma en 1881, puis en 1884. M. Maillard siégea dans la fraction la plus avancée du groupe autonomiste du conseil, et soutint avec ardeur les projets de vœux relatifs à l'amnistie plénière. Poite, le 4 octobre 1885, sur plusieurs listes radicales et socialistes dans le département de la Seine, comme candidat à la Chambre des députés, il obtint, sans être élu, 92,045 voix (434,011 votants). Mais, le 13 décembre suivant, l'élection complémentaire qui eut lieu dans le même département lui ouvrit les portes du Palais-Bourbon: élu, le 2^e sur 6, par 160,225 voix (347,089 votants, 561,617 inscrits), au second tour de scrutin, il prit place à l'extrême-gauche de la Chambre avec laquelle il vota *contre* les ministères opportunistes de MM. Rouvier et Tirard, *pour* l'amnistie, etc. Il prit la parole: en faveur de la proposition d'amnistie déposée par M. H. Rochefort, au cours de l'interpellation Camélinat sur les événements de Decazeville; interpella lui-même le gouvernement à ce sujet et parla encore sur le projet de loi organique militaire, sur la proposition tendant à rendre à diverses catégories de condamnés leurs droits de vote et d'éligibilité, sur les désordres survenus à l'enterrement d'Eugène Potier, sur le budget, et se prononça, à la fin de la législature, *contre* le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), *contre* l'ajournement indéfini de la revision de la Constitution, *contre* les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, *contre* le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, *pour* les poursuites contre le général Boulanger.

MAILLARD-ROLLIN (LOUIS-PAUL), député au Conseil des Cinq-Cents, né à Montdidier (Somme) le 21 octobre 1747, mort à une date inconnue, propriétaire à Montdidier, maire de cette ville, fut administrateur du département de la Somme, qui l'élut, le 23 germinal an V, député au Conseil des Cinq-Cents, par 210 voix (278 votants). Son élection fut annulée au 18 fructidor, comme entachée de royalisme; mais il évita la déportation et disparut de la scène politique.

MAILLART-JUBAINVILLE (LOUIS-FRANÇOIS), député au Conseil des Cinq-Cents, né à Amiens (Somme) en 1751, mort à Paris le 3 janvier 1799, homme de loi à Amiens en 1789, remplit plusieurs fonctions publiques pendant la Révolution. Elu député de la Somme au Conseil des Cinq-Cents, le 23 germinal an V, par 210 voix (275 votants), il se mit du côté des Clichyens, et parla en différentes occasions, pour faire rapporter la loi qui permettait le divorce pour incompatibilité d'humeur, pour engager le Conseil à se préoccuper de la marche des troupes sur Paris, ordonnée par le Directoire, pour provoquer une explication du pouvoir exécutif sur la situation de la République, pour demander que la garde nationale de Paris fût munie de canons, etc. Cette dernière proposition souleva les murmures des partisans du Directoire. Condamné à la déportation au 18 fructidor, Maillard-Jubainville put s'échapper à temps et vécut caché jusqu'à sa mort survenue en l'an VII.

MAILLE (EUGÈNE-DOMINIQUE), député de 1827 à 1834, né à Rouen (Seine-Inférieure) le 17 janvier 1771, mort à Rouen le 31 décembre 1840, était négociant dans sa ville natale, quand il fut élu député du grand collège de la

Seine-Inférieure, le 24 novembre 1827, par 366 voix (657 votants, 911 inscrits). Réélu, le 19 juillet 1830, par 569 voix (903 votants, 1,095 inscrits), il siégea à l'opposition libérale, vota l'adresse des 221, adhéra à la monarchie de juillet, et son mandat avant été renouvelé le 5 juillet 1831, à la fois dans le 2^e collège de la Seine-Inférieure (Rouen) par 195 voix (378 votants, 468 inscrits), contre 107 à M. Auguste Barbet, et dans le 8^e collège du même département (Dieppe), par 93 voix (145 votants, 385 inscrits), contre 52 à M. Bimet, il opta pour Rouen et fut remplacé à Dieppe, le 6 septembre suivant, par M. Aroux. M. Maille vota silencieusement à la nouvelle Chambre avec la majorité ministérielle. Les élections du 21 juin 1831 ne lui furent pas favorables; il échoua à Rouen, avec 166 voix contre 212 à l'élu, M. Toussin, et ne reentra plus dans la vie politique.

MAILLÉ (CHARLES-FRANÇOIS-ARMAND DE LA TOUR-LANDRY, DUC DE), pair de France, né à Paris le 10 janvier 1770, mort à Paris le 5 janvier 1837, fut, avant la Révolution, premier gentilhomme de la chambre de Monsieur. Il émigra avec les princes, mais dut revenir en France en 1801, pour régler des affaires de famille. Il se tint en dehors de la politique jusqu'à la chute de l'Empire, prit une grande part au mouvement royaliste du 31 mars 1814, et, porteur des dépêches du gouvernement provisoire, se rendit au-devant de Louis XVIII, qu'il rencontra à Vitry. A partir de ce moment, il reprit auprès du roi ses anciennes fonctions. Nommé pair de France le 4 juin 1814, et maréchal de camp le 8 août suivant, il eut, en 1815, à accompagner Monsieur, plus tard Charles X, à Lyon, et reçut ensuite l'ordre de se rendre à Besançon, auprès du duc de Berry. Il apprit à ce dernier les événements de Grenoble et concerta un plan d'opération avec le maréchal Ney. Leurs combinaisons n'aboutirent pas, et M. de Maillé suivit Louis XVIII à Gand. Cité comme témoin dans le procès du maréchal Ney, il raconta simplement leur entrevue et la confiance que celui-ci avait su lui inspirer, et s'abstint de prendre part au vote. En 1816, il présida le conseil de guerre qui condamna le général Bonnaire à la déportation et son aide-de-camp à la peine de mort. A la Chambre haute, M. de Maillé se montra toujours royaliste intransigeant et refusa de prêter serment au gouvernement de juillet.

MAILLÉ (ALEXIS), représentant en 1874, député de 1876 à 1877 et de 1878 à 1885, né à Angers (Maine-et-Loire) le 13 août 1815, fut d'abord ouvrier menuisier et acquit ainsi une petite fortune qui lui permit de s'occuper de politique. Il concourut en 1860 à la création de la chambre syndicale des entrepreneurs dont il devint le président, fut conseiller municipal d'Angers, juge suppléant au tribunal de commerce, présida, pendant la guerre de 1870, la commission municipale d'Angers, et s'y fit bien venir des ouvriers en s'efforçant de leur procurer du travail. Elu, le premier, aux élections municipales d'Angers de 1871, il fut nommé maire de cette ville et resta en fonctions jusqu'à la démission de M. Thiers. C'est à lui qu'on doit la création d'écoles primaires laïques dans les quartiers pauvres, jusqu'alors privés de toute maison d'enseignement. Conseiller général de Maine-et-Loire pour le canton nord-est d'Angers, il fut élu représentant de ce département à l'Assemblée nationale, le 27 septembre 1874, en remplacement de M. Beulé

décédé, par 51,461 voix (100,522 votants, 146,685 inscrits), contre 47,651 à M. Bruas. Il prit place à la gauche républicaine, et vota l'amendement Wallon et les lois constitutionnelles. Il échoua, dans la 2^e circonscription d'Angers, le 20 février 1876, avec 8,458 voix, contre 8,593 à l'élus, M. Fairé, conservateur; mais cette élection ayant été annulée, il fut élu, le 21 mai 1876, par 9,785 voix (19,451 votants, 24,068 inscrits), contre 9,584 à M. Fairé, et fut l'un des 363 qui refusèrent un vote de confiance au ministère de Broglie. Aux élections qui suivirent la dissolution de la Chambre par le cabinet du 16 mai, il échoua, le 14 octobre 1877, avec 9,708 voix, contre 10,813 à M. Fairé, candidat du maréchal. Cette dernière élection fut encore invalidée, et les électeurs d'Angers, convoqués à nouveau le 7 juillet 1878, donneront la majorité à M. Maillé par 9,763 voix (18,836 votants, 24,637 inscrits), contre 8,965 à M. Fairé, député sortant. M. Maillé continua de siéger à la gauche républicaine, soutint la politique coloniale et scolaire des ministères opportunistes, et fut réélu, le 21 août 1881, par 10,410 voix (19,587 votants, 25,120 inscrits), contre 8,627 à M. Fairé et 352 à M. Chabert socialiste. Il reprit sa place à gauche, et fut nommé juge au tribunal de commerce; porté, aux élections du 4 octobre 1885, sur la liste républicaine de Maine-et-Loire, il échoua avec 47,573 voix sur 123,110 votants.

MAILLÉ (ARMAND-URBAIN-LOUIS DE), COMTE DE LA JEMELLIÈRE, représentant en 1871, député de 1876 à 1885, né à Paris le 1^{er} juillet 1816, d'une vieille famille noble de Touraine dont on suit la filiation depuis le XI^e siècle, se destina d'abord à l'état militaire. Il entra à l'École de Saint-Cyr, servit quelque temps, puis s'occupa d'industrie et devint maître de forges. Riche propriétaire, il commanda les mobiles de Maine-et-Loire en 1870, et fut élu représentant de son département à l'Assemblée nationale, le 8 février 1871, le 7^e sur 11, par 99,338 voix (120,174 votants, 151,588 inscrits). Catholique et royaliste, il siégea à droite, fit partie de la réunion Colbert et des Réservoirs, fut membre de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale et de la commission des grâces, vota *contre* le retour à Paris, *pour* le septennat (vote dont ses amis lui gardèrent longtemps rancune), *pour* la loi des maires, *contre* l'amendement Wallon, *contre* les lois constitutionnelles. Chevalier de la Légion d'honneur depuis 1871, il avait été nommé conseiller général du canton de Chemillé, le 8 octobre de la même année. Réélu député de la 1^{re} circonscription de Cholet, le 20 février 1876, par 7,180 voix (13,028 votants, 16,621 inscrits), contre 3,835 à M. Abellard, et 1,983 à M. Formon (candidat que lui avaient opposé les royalistes mécontents), il soutint le ministère de Broglie et la politique du 16 mai, et fut de nouveau réélu, après la dissolution de la Chambre, le 14 octobre 1877, par 9,176 voix (13,694 votants, 17,337 inscrits), contre 4,491 à M. Blanvillain. Il reprit sa place à droite, combattit la politique scolaire et coloniale du gouvernement, et vit son mandat renouvelé, le 21 août 1881, par 9,233 voix (13,548 votants, 17,747 inscrits), contre 4,177 à M. Gazeau de Vautibault. Il continua de soutenir de ses votes la politique conservatrice et catholique. Porté sur la liste de l'Union conservatrice de Maine-et-Loire, aux élections du 4 octobre 1885, il fut élu, le 1^{er} sur 8, par 73,230 voix (123,110 votants, 151,859 inscrits); il vota *pour* la révision

de la Constitution, *contre* les lois restrictives de la liberté sur l'enseignement, et, à la fin de la législature, *contre* le rétablissement du scrutin d'arrondissement, *pour* l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, *contre* les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, *contre* le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, *contre* les poursuites contre le général Boulanger. Le comte de Maillé présida depuis quelques années le conseil général de Maine-et-Loire.

MAILLIET (MAXIMILIEN-JOSEPH), sénateur de 1876 à 1879, né à Avesnes (Nord) le 30 octobre 1812, entra à l'École polytechnique, en sortit dans le génie, et donna ensuite sa démission pour se livrer à des entreprises industrielles et pour diriger une maison de banque dans sa ville natale. Vice-président du conseil général du Nord et président de la société d'agriculture d'Avesnes, il fut élu, le 30 janvier 1876, sénateur du Nord, le 3^e sur 5, par 423 voix (811 votants). Dans une profession de foi conservatrice, il avait déclaré adhérer à la politique du maréchal de Mac-Mahon. Au Sénat, il prit place dans le groupe de l'Appel au peuple, et vota la dissolution de la Chambre demandée par le ministère du 16 mai. Il se représenta au renouvellement triennal du Sénat, le 5 janvier 1879, mais il échoua avec 367 voix (798 votants).

MAILLOT (CLAUDE-PIERRE), député en 1789, né à Toul (Meurthe) le 24 août 1744, mort à Toul le 2 mars 1824, lieutenant-général au bailliage de Toul et procureur du roi, fut élu député du tiers aux États-Généraux, le 7 avril 1789, par le bailliage de Toul et Vic, avec 53 voix sur 95 votants. Le *Moniteur* dit seulement de lui qu'il demanda qu'on fit mention de la religion dans la déclaration des droits, et qu'on fixât à Toul l'évêché de la Meuse. Son rôle politique n'a pas laissé d'autres traces.

MAILLY-CHATEAURENAUD (ANTOINE-ANNE - ALEXANDRE-MARIE - GABRIEL - JOSEPH - FRANÇOIS MARQUIS DE), député en 1789, membre de la Convention, député au Conseil des Anciens, né à Vesoul (Haute-Saône) le 25 novembre 1742, mort à Francheville (Haute-Saône) le 12 juin 1819, d'une ancienne famille française qui descend des comtes de Dijon, fit ses études au collège d'Harcourt à Paris et son droit à Besançon, devint, à 20 ans, secrétaire de Voltaire à Ferney, puis avocat général à la cour des comptes à Dôle. Il était, à l'époque de la Révolution, un des riches propriétaires de la Franche-Comté. Il adopta les idées nouvelles, et fut élu, le 16 avril 1789, député suppléant de la noblesse aux États-Généraux par le bailliage d'Aval. Président du cercle social de la Bouche-de-Fer à Paris en 1790, il fut appelé à siéger, le 20 juin 1790, en remplacement du marquis de Lezay-Marnésia démissionnaire, et vota avec la majorité réformatrice de la Constituante. Président de l'administration de la Haute-Saône, puis administrateur (3 septembre 1791) de Saône-et-Loire, il fut envoyé à la Convention par ce dernier département, le 7 septembre 1792, le 9^e sur 11. Il ne tarda pas à y prendre rang parmi les plus ardents républicains, et vota « la mort » dans le procès du roi. Le 24 vendémiaire an IV, il passa, toujours comme député de Saône-et-Loire, au Conseil des Anciens, avec 239 voix (393 votants). Il fut secrétaire de cette assemblée, en sortit en septembre 1798, fut

nommé, le 9 germinal an VIII, maire de Vesoul (Haute-Saône), et exerça ces fonctions jusqu'à la première Restauration. Une rue de Vesoul porte son nom. Il ne fut pas inquiété, en 1816, parce que, dit un rapport de police, « d'un âge très avancé, et presque en enfance », il n'avait rempli aucune fonction pendant les Cent-jours. Il se retira alors dans sa terre de Francheville, où il mourut en 1819. De vingt et un enfants légitimes qu'il eut de deux mariages, sans compter un plus grand nombre d'enfants naturels, cinq de ses fils ainsi qu'un de ses gendres sont morts dans les rangs de l'armée française; le nom est éteint dans la ligne masculine.

MAILLY-NESLE (LOUIS-MARIE-JOSEPH-AUGUSTIN, DUC DE), député en 1789, né à Mailly (Somme) le 28 novembre 1744, mort à Paris le 4 avril 1810, de la même famille, mais d'une autre branche que le précédent, suivit la carrière militaire, fut promu colonel, puis maréchal de camp, et, le 5 avril 1789, fut envoyé aux Etats-Généraux par le bailliage de Péronne, comme député de la noblesse. Très attaché à l'ancien régime, il protesta contre les décisions de la majorité de l'Assemblée, et donna sa démission le 10 octobre 1789. Il émigra et rentra en France après le 18 brumaire.

MAILLY-NESLE (ADRIEN-AUGUSTIN-ALMARIC, COMTE DE), pair de France, né à Mailly-Rameval (Somme) le 19 février 1792, mort au château de la Roche-Mailly (Sarthe) le 1^{er} juillet 1878, « fils du précédent et de Blanche-Charlotte-Marie-Félicité de Narbonne-Pelet », entra à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, puis à celle de Saint-Germain, et en sortit sous-lieutenant au 2^e régiment de carabiniers en 1811. Il prit part à la campagne de Russie, se battit à la Moskowa, et, attaché au général Durosnel aide-de-camp de l'empereur, fit tous ses efforts pour arrêter l'incendie de Moscou. Il suivit la retraite et fut blessé près de Kalouga, le 12 octobre 1812, en protégeant la marche d'une colonne d'infanterie attaquée par des Cosaques. Nommé chevalier de la Légion d'honneur au début de 1813, il ne put rejoindre son régiment, et devint officier d'ordonnance du général Durosnel, puis du duc de Feltré ministre de la Guerre; il était à Paris, au moment de la capitulation et de l'abdication de l'empereur, et il salua avec enthousiasme le retour des Bourbons. La Restauration le nomma officier de la Légion d'honneur, et le duc de Berry le choisit comme aide-de-camp. M. de Mailly-Nesle ne suivit pas le roi à Gand, lors du retour de l'île d'Elbe, et demeura sans emploi durant les Cent-Jours. A la seconde Restauration, il fut nommé pair de France le 17 août 1815, mais ne fut admis à siéger que le 20 février 1817, à cause de son âge. Promu lieutenant-colonel en 1824, nommé en 1827 président du collège électoral du Mans et conseiller général de la Sarthe, il refusa de prêter serment au gouvernement de Juillet, et cessa de siéger à la Chambre des pairs. Depuis cette époque, il vécut en dehors des affaires publiques.

MAINE DE BIRAN (PIERRE-FRANÇOIS-MARIE GONTHIER), député au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif, de 1815 à 1824, né à Grateloup près de Bergerac (Dordogne) le 20 novembre 1766, mort à Paris le 20 juillet 1824, fut dans son enfance d'une santé délicate. Destiné à la carrière des armes, il entra aux gardes du corps en 1784, et, bien que partisan des

idées nouvelles, n'abandonna le service qu'à l'époque du licenciement de la maison militaire du roi. Il se retira alors en Périgord, à Grateloup, où il ne fut pas sans être inquiété par la Terreur. Néanmoins il put se livrer à l'observation intérieure, et commença, en 1791, un journal « où il notait les impressions fugitives de son âme ». Nommé, en 1795, administrateur du département de la Dordogne, il fut élu, le 24 germinal an V, député de ce même département au Conseil des Cinq-Cents, par 255 voix (278 votants). Il y fit partie du groupe royaliste, et en fut exclu au 18 fructidor. Il retourna alors dans son pays natal, avec sa jeune femme, dont la mort, en 1803, le remplit d'une inconsolable tristesse. Il continua ses études philosophiques; son mémoire : *Influence de l'habitude sur la faculté de penser*, lui mérita, en 1802, un prix de l'Institut, dont il devint correspondant l'année suivante, pour la section des Inscriptions et Belles-Lettres. A Paris, en 1805, il se lia avec Cabanis, malgré la divergence de leurs idées philosophiques, et fut appelé, le 22 ventôse an XIII, aux fonctions de conseiller de préfecture de la Dordogne, qu'il échangea, le 31 janvier 1806, pour celles de sous-préfet de Bergerac. Le 10 février 1810, il alla, au nom du collège électoral de cet arrondissement, féliciter l'empereur après la paix de Vienne, et fut nommé, peu après, membre de la Légion d'honneur. Elu, le 10 août suivant, par le Sénat conservateur, député de la Dordogne au Corps législatif, il fit partie, en 1813, de la commission des cinq, chargée d'informer l'empereur du vœu de la nation et de ses besoins. A la suite de cette démarche, Maine de Biran, mal reçu par Napoléon, sentit renaitre en lui ses sentiments royalistes d'autrefois. Ainsi que le dit un de ses biographes : « La chute du gouvernement impérial ne lui parut pas trop chèrement achetée par la victoire des alliés. » Sa foi royaliste ne tarda pas à subir un moment de défaillance : « Je suis puni, écrivait-il à la fin de 1814, par la perte de cette considération personnelle dont je jouissais il y a un an. Quelle distance s'est élevée dans l'opinion entre mon collègue Lainé et moi... » Malgré ses cinquante ans, il demanda à rentrer dans les gardes du corps; le roi le lui accorda, et lui donna la croix de Saint-Louis; le 11 juin 1814, il fut nommé questeur de la « Chambre des députés des départements. » Aux Cent-Jours, il voulut rejoindre Lainé et la duchesse d'Angoulême à Bordeaux; mais une courte arrestation ne le lui permit pas. Au retour de Gand, il reprit sa place dans les gardes du corps, fut élu député, le 22 août 1815, par le grand collège de la Dordogne, avec 133 voix (201 votants, 274 inscrits), redevint questeur de la Chambre (octobre 1815) et vota avec la minorité ministérielle de la Chambre introuvable. Non réélu en 1816, il fut appelé au conseil d'Etat en service ordinaire le 16 octobre de la même année, et rentra au parlement, comme député du grand collège de la Dordogne, le 20 septembre 1817, par 570 voix (939 votants, 1,463 inscrits), et, comme député du 3^e collège de ce département, le 9 mai 1822 (Bergerac), par 156 voix (302 votants, 431 inscrits), contre 84 au général Subervie, 31 à M. Ducheyron du Pavillon et 29 à M. Cazenave de Libersac. A la Chambre, Maine de Biran se montra modéré et également éloigné des ultra-royalistes et des libéraux; il ne prit du reste jamais la parole, car il était fort timide et incapable d'exprimer deux idées de suite. On en avait eu la preuve lorsqu'il avait fondé, quelques années auparavant,